


L'économie sociale et solidaire face aux défis de l'innovation sociale et du changement de société



AXE 1 : Le concept d'innovation sociale en débat

Atelier 1.2. L'innovation sociale entre transformation sociale et initiatives socio-économiques ?

► **Titre de la communication :**

La transformation sociale envisagée par la perspective *a-croissante* permet-elle de penser *l'innovation sociale*?

► **Acronyme :**

[TSDIS]

► **Auteur :**

Fabienne DOURSON

(Laboratoire «Biens, Normes, Contrats », Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse)

Fabienne DOURSON
Laboratoire "Biens, Normes, Contrats"
EA 3788
Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

La transformation sociale envisagée par la perspective *a-croissante* permet-elle de penser l'*innovation sociale* ?

Introduction

L'*innovation sociale* semble aujourd'hui s'appliquer à une grande variété d'initiatives et de domaines. Dès lors, une réflexion sur son contenu s'avère nécessaire. Au delà de cette diversité, la nouveauté sociale qu'elle paraît désigner devrait renvoyer à une essence commune, c'est-à-dire interroger la nature de la transformation sociale recouverte par l'expression. Il s'agit ici non seulement d'approcher sa logique, sa finalité, mais encore de rechercher dans quelle mesure elle est révélatrice d'un *changement de paradigme dans l'organisation socio-économique de nos sociétés*¹ ? Pour l'E.S.S. une telle question semble essentielle, puisqu'elle revient en définitive à interroger indirectement sa propre place dans l'organisation socio-économique, c'est-à-dire son rôle réparateur ou transformateur.

Dans cette optique, revenir sur sa genèse, c'est-à-dire sur le concept d'*innovation* lui-même, aide à cerner la nature de l'*innovation sociale*. Examiner la transformation sociale proposée par la perspective *a-croissante*, qui relève sans ambiguïté d'un changement de paradigme, permet de dégager les implications d'une telle logique. Enfin, l'initiative des *villes en transition* fournit une expérience théorique et concrète d'un chemin de transformation sociale.

1. De l'*innovation* à l'*innovation sociale*

Si l'importance de l'*innovation* dans l'œuvre de Schumpeter n'est plus à montrer, notre propos conduit à en examiner précisément deux aspects : d'une part, le contour donné à l'*innovation* ; d'autre part, son rôle dans la dynamique du système.

« Le capitalisme [...] constitue, de par sa nature, un type ou une méthode de transformation économique et, non seulement il n'est jamais stationnaire, mais il ne pourrait jamais le devenir. [...] l'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle - tous éléments créés par l'initiative capitaliste. » (1998, p. 116)

1 Texte de présentation.

A priori, pour Schumpeter, l'innovation peut prendre des formes diverses et ne se réduit pas au seul progrès technique, compris au sens d'économie des facteurs de production. Si l'*innovation sociale* n'apparaît pas en tant que telle, elle ne semble pas devoir être écartée, dans la mesure où rien ne permet de considérer l'énonciation comme exhaustive. Du reste, comme l'analyse le montrera, elle n'est pas sans lien avec les innovations énoncées de façon explicite.

Par ailleurs, aux yeux de Schumpeter, la nouveauté est sans ambiguïté essentielle dans le capitalisme car elle renvoie à sa nature même : ce système ne peut pas être ou devenir stationnaire. Il a besoin du mouvement impulsé par les innovations, elles-mêmes générées par ses initiatives. Finalement il s'agit d'« une méthode de transformation économique » qui repose sur la croissance économique et qui, par ses innovations, la génère et l'entretient. En conséquence, l'innovation joue un rôle essentiel dans la dynamique d'un système fondé sur le mouvement.

Si, dans leur diversité, les théoriciens de la croissance accordent une place importante au progrès technique, l'approche *croissance endogène*, en faisant dépendre la croissance des seuls comportements des agents et des variables macroéconomiques, souligne les capacités génératrices du système et, finalement, renforce la perspective schumpétérienne.

Dans tous les cas, capitalisme, croissance et innovations vont de conserve.

Alors que l'*innovation sociale* émerge vers 1970, elle n'arrive sur le devant de la scène qu'au moment même où l'organisation productive capitaliste évolue vers des contours de plus en plus flous : frontières incertaines, que ce soient celles des firmes², celles qui séparent salariat et travail indépendant ou qui distinguent les activités productives ou non (populations non active et active, occupée ou non), voire à but lucratif ou non ; importance prise par les contrats de travail atypiques, par le « savoir-être » et les qualités personnelles des salariés dans la production – en particulier pour les services -, par leur implication dans la recherche de nouveaux gains de productivité... Dans ces conditions, il devient *a priori* légitime d'envisager l'*innovation sociale* comme un « nouveau type d'organisation industrielle », voire de la rattacher à d'autres types d'innovation envisagés par Schumpeter. Dans une telle perspective, elle participerait donc de la dynamique d'un système fondé sur la reproduction élargie. Autrement dit, au même titre que les autres innovations, elle alimenterait la croissance économique.

En conséquence, les objectifs assignés à l'*innovation sociale* méritent examen tant du point de vue des instances européennes que des travaux menés dans ce champ de recherche.

Dans le discours prononcé lors de la conférence d'ouverture de *Social Innovation Europe*, le président Barroso³ envisage l'objectif et le cadre de l'innovation sociale dans un sens précis :

2 Au plan théorique, l'approche en termes de relations d'agence le montre à l'envi.

3 Social Innovation Europe Initiative Brussels, 17 March 2011, SPEECH/11/190,

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/11/190&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

« *I think social innovation is about meeting the unmet social needs and improving social outcomes. It is about tapping into the creativity of charities, associations and social entrepreneurs to find new ways of meeting pressing social needs, which are not adequately met by the market or the public sector and are directed towards vulnerable groups in society. [...] Social innovation in particular is an opportunity not to be missed to generate new solutions, to connect with the citizens and to promote a better quality of life. Social innovation should be at the core of our social market economy and also contribute to make our social market economy more competitive* ».

Dans cette intervention, l'E.S.S. est envisagée non comme un laboratoire de transformation du système, mais clairement comme une sorte de marge dans laquelle, sans se transformer, le système pourrait trouver des idées et des moyens destinés à pallier ses carences. *L'innovation sociale* étant elle-même au cœur et au service de *l'économie sociale de marché*, c'est-à-dire conçue comme un élément de la dynamique du capitalisme.

Une telle conception est clairement rattachée à la logique ordolibérale puisque, grâce à *l'innovation sociale*, il s'agit précisément de rendre *l'économie sociale de marché* plus compétitive.

Rappelons que dans cette théorie (*Ordnungstheorie*), il est possible et nécessaire d'organiser l'économie en fonction d'un modèle consciemment choisi et scientifiquement défini. Cet ordre doit reposer sur une constitution économique (*Wirtschaftsverfassung*) complétée par des principes constituants (*Konstituierende Prinzipien*) établis par des spécialistes de l'économie : liberté économique, propriété privée, liberté des contrats, libre accès au marché, libre concurrence, stabilité de la monnaie, constance de la politique économique, maintien de l'équilibre budgétaire, solidarité sociale envers les exclus du système de production ou les catégories les plus démunies de la population. Il définit précisément les conditions de l'action des pouvoirs publics : d'un côté, le cadre, c'est-à-dire tout ce qui constitue l'environnement de l'activité économique (ordre juridique, enseignement...) sur lequel les pouvoirs publics peuvent et doivent intervenir dans une action ordonnatrice (*Ordnungspolitik*), de l'autre, le processus (*Prozesspolitik*) qui concerne l'activité économique, elle-même laissée au marché. Dans leur action régulatrice, les pouvoirs publics doivent éliminer les obstacles au fonctionnement normal du marché et se garder de fausser la concurrence.

En conséquence, dans l'approche ordolibérale, la pérennité du capitalisme nécessite l'organisation d'un cadre qui lui est favorable - *l'économie sociale de marché* – où la concurrence, qui n'a rien de spontané, doit être créée et maintenue et où, selon J.M. Barroso, *l'innovation sociale* tient une place importante, pour le moins éloignée d'un objectif de transformation sociale. De façon évidente, l'approche européenne présentée par J.M. Barroso ne relève pas d'un changement de paradigme. Pour autant, *a priori*, rien ne permet d'affirmer que cette approche européenne et politique reflète les perspectives qui se dégagent des travaux menés dans ce champ de recherche.

À cet égard, l'étude de Julie Cloutier (2003) nous semble éclairante.

Selon Chombart de Lauwe (1976) *l'innovation sociale* est :

« une action permettant la création de nouvelles structures sociales, de nouveaux rapports sociaux, de nouveaux modes de décision. Cette action (...) naît d'une prise de conscience des transformations à apporter dans la société. Elle s'enracine dans la mesure individualisée, puis collectivisée, de l'écart existant entre une situation de fait, jugée inacceptable ou insatisfaisante, et une situation souhaitée ou désirée ». (2003, p. 3)

Une telle définition souffre essentiellement d'imprécision tant du point de vue de la finalité de *l'innovation sociale* (nature de la transformation) que du sens donné à la nouveauté.

Chambon, David et Devevey (1982) précisent ce dernier aspect :

« nouveau signifie alors non figé, non bridé, et surtout hors normes. (...) innover n'est pas faire nouveau, mais faire autrement, proposer une alternative. Et cet autrement peut parfois être un réenracinement dans des pratiques passées ». (*Id.* p. 8)

Toutefois, tant que la finalité n'est pas abordée, *l'écart aux normes*, le *faire autrement* restent ambigus faute de pouvoir en apprécier la mesure. Les changements relèvent-ils de l'adaptation du système aux conditions nouvelles ou de transformations radicales le mettant en cause ?

2. Innovation sociale ou transformation sociale

Cloutier note que parmi les trois niveaux d'analyse retenus - l'individu, le milieu (territoire) et l'entreprise - le niveau territoire, dans sa première approche (développement), semble être celui où la notion d'innovation sociale est très proche de celle de transformation sociale.

L'approche de Dedijer (1984) semble particulièrement appuyer ce propos :

« To overcome its basic problem of poverty, hunger, illness, ignorance and extreme social injustice, the leading élites of the LDC's (Less developed countries) have to change the artifacts, sociofacts, ideofacts mentifacts and quizzifacts of the old culture into new ones. Such a change of old culture components - which are very often totally alien to the new and actively resist the change - is called social innovation. » (*Ibid.* p. 14)

Néanmoins, les quatre catégories d'*innovations sociales* essentielles au développement économique et social, proposées par King (1984) dans le cadre de la conférence de l'ONU, restent pour le moins ambiguës au regard d'une transformation sociale, c'est-à-dire un changement de paradigme :

- « 1. Les innovations sociales concernant la régulation et la réalisation des objectifs économiques (ex. : croissance de la productivité, amélioration du système d'éducation) ;
2. Les innovations sociales destinées à protéger l'environnement et à assurer la pérennité des ressources naturelles (ex. : reforestation, développement durable, production économique d'énergie, gestion des ressources hydrauliques, recyclage des matériaux) ;
3. Les innovations sociales dans la sphère politique (ex. : décentralisation, communication et coopération avec différents groupes) ;
4. Les innovations sociales au niveau supra-national (ex. : nouvelles formes de coopération internationale, restructuration des relations internationales scientifiques et technologiques). » (*Ibid.*)

La première, au moins de façon implicite, semble servir le productivisme du système. Les troisième et quatrième restent trop généralistes pour être significatives d'une finalité globale claire. Reste la seconde qui seule paraît, *a priori*, impliquer véritablement une transformation sociale, dans la mesure où elle pose implicitement les questions du productivisme et de la croissance économique, essentielles dans le fonctionnement du système.

En conséquence, l'analyse révèle un concept équivoque qui recouvre des initiatives diverses où la finalité de transformation sociale semble minoritaire sans être inexistante.

Ambiguïté renforcée par l'examen des trois niveaux d'analyse - l'individu, le milieu (territoire) et l'entreprise – qui assigne essentiellement deux objectifs à l'*innovation sociale* : externalités négatives et carences du système économique. D'un côté, elle devrait permettre de tenir compte des problèmes liés à l'environnement naturel et social, c'est-à-dire mieux intégrer les contraintes liées aux ressources naturelles, limiter ou réparer les méfaits environnementaux et sociaux générés par le système économique. De l'autre, elle devrait pallier les insuffisances du système dans la satisfaction de certains besoins. Autrement dit, la logique du système économique ne semble pas fondamentalement mise en cause. Dans la mesure où la perspective productiviste n'est pas abandonnée, le paradigme reste le même : sous couvert de développement durable, produire toujours davantage.

Dans l'approche européenne portée par J.M. Barroso, comme pour l'essentiel dans les travaux menés dans ce domaine, l'*innovation sociale* apparaît comme une déclinaison nouvelle de l'innovation au sens de Schumpeter. En ce sens, elle relève de la dynamique du système, non de sa mise en cause : « *Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi!* »⁴

En termes polanyiens, l'*innovation sociale* participe davantage du *double mouvement* que du renversement de l'*encastrement*, seul révélateur de transformation sociale profonde et durable.

Tant que la prééminence économique soumet les choix de société, aucune transformation de ce type ne peut émerger ; une perspective précisément proposée par les « décroissants »⁵.

Pour de multiples raisons, l'approche institutionnelle polanyienne fournit un abord cohérent de la transformation sociale (Dourson, 2009). Nous en soulignons brièvement les éléments les plus saillants dans la mesure où ils éclairent la perspective *a-croissante*. En économie, selon Polanyi

4 Lampedusa (1958), *Le Guépard*, évoqué par J.K. Galbraith, *La République des satisfaits*, Seuil, 1993 : « il faut changer pour que rien ne change ».

5 « Avant d'être un concept opératoire, sur lequel appuyer une politique, la décroissance vise d'abord une désaliénation, un déconditionnement, une désintoxication, un désencombrement. » (Cheynet 2008, page 61) « En toute rigueur, il conviendrait de parler au niveau théorique d'*a-croissance* » Latouche (2012). Comme pour l'essentiel, nous prenons appui sur les auteurs regroupés autour de la revue théorique *Entropia* dont Serge Latouche est l'un des fondateurs, il nous semble logique d'adopter cette appellation. Toutefois Fabrice Flipo (2007) souligne la diversité du mouvement de la décroissance, tant pratique que théorique, façonné à partir de cinq sources : culturaliste, démocratique, écologiste, spiritualiste et bioéconomiste.

(2008, p.119), « le sens substantif tire son origine de la dépendance de l'homme par rapport à la nature et à ses semblables pour assurer sa survie ». Il s'ensuit que toutes les sociétés contiennent l'économie sauf la *Société de Marché*. La transformation de l'imaginaire social, par le biais des *marchandises fictives* et la destruction des institutions anciennes (notamment les communs), conduisent à un renversement de l'*encastrement* : « les relations sociales sont désormais enchâssées dans le système économique alors qu'autrefois le système économique était enchâssé dans les relations sociales » (*Id.* p. 514). Or, cette façon de concevoir l'économie, d'envisager la hiérarchie société-nature-économie, la nécessité de transformer des conceptions, des normes, des institutions et finalement de renverser l'*encastrement* semble congruente avec le chemin vers *une société d'abondance frugale*⁶ - aussi parfois qualifiée de *société conviviale, autonome et économe*, de *société décroissante* ou encore de *société de sobriété ...* -, envisagée par la perspective *a-croissante*.

Selon Serge Latouche (2010, p. 75), « l'économie, par son *hubris*, sa démesure, est sortie du nomos (de la convention), donc du politique ». Ce constat montre à l'envi qu'il s'agit de remettre l'économie à sa place, c'est-à-dire contenue dans et par la société ; de modifier une conception du monde et des normes. Plus précisément, « le bouleversement requis par la construction d'une société autonome de décroissance peut être représenté par l'articulation systématique et ambitieuse de huit changements interdépendants qui se renforcent les uns les autres [...] : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler » (2007, p. 56), complétés comme nous le verrons par des objectifs intermédiaires, plus concrets, sur le chemin de la transformation.

Comme chez Polanyi, avant de réorganiser matériellement la société et la production, il s'agit de considérer les valeurs et les concepts sous-jacents :

« **Réévaluer.** L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir et l'*ethos* du jeu sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le local sur le global, l'autonomie sur l'hétéronomie, le goût de la belle ouvrage sur l'efficacité productiviste, le raisonnable sur le rationnel, le relationnel sur le matériel » (*Id.* p. 57)

De façon évidente, nous trouvons parmi les valeurs à supplanter l'intérêt individuel, la concurrence, le « plus » appliqué à la consommation, le rationnel (calcul) et le matériel, précisément celles mises en avant lors du retournement de l'*encastrement* nécessaire à la *Société de Marché* décrite par Polanyi. L'obsession du travail, la prééminence du global, l'hétéronomie, l'efficacité productiviste, sont des conséquences indirectes de la mise en œuvre de l'organisation économique, issue du libéralisme économique, puisque la subsistance dépend désormais du revenu gagné en vendant le travail ; puisque la spécialisation, tant dans l'atelier qu'au plan territorial, se fonde sur une logique de productivité et que le détour productif fait perdre toujours davantage en autonomie.

6 Selon la dernière formulation de Latouche (2011).

« **Reconceptualiser**. Le changement de valeurs entraîne un autre regard sur le monde et donc une autre façon d'appréhender la réalité. Re-conceptualiser, ou redéfinir / redimensionner, s'impose par exemple pour les concepts de richesse et de pauvreté, mais aussi pour le couple infernal, fondateur de l'imaginaire économique : rareté / abondance. » (*Ibid.* p. 59)

Avec l'augmentation de la production de richesse économique, sous une forme marchande, la richesse tend à prendre un sens exclusivement marchand : soit la richesse est considérée comme non économique et, à ce titre ignorée, soit elle a des potentialités économiques et doit alors devenir marchandise⁷. Polanyi appelle *marchandise fictive* ce qui ne relève pas de la marchandise mais qui est considéré artificiellement comme telle de manière à généraliser la norme marchande. Par ailleurs, la valeur d'échange issue du Marché est précisément fondée sur l'abondance et la rareté, même si cette rareté est factice. Enfin, pour une personne, sans revenu, donc sans pouvoir d'achat, ce système crée de la rareté individuelle dans une production globale surabondante.

Reconceptualiser, revient donc, entre autres, à mettre en cause les *marchandises fictives* :

« Sortir de l'imaginaire économique implique donc des ruptures bien concrètes, et en premier lieu la « démarchandisation » de ces trois marchandises fictives que sont le travail, la terre et la monnaie. » (2010, p. 58)

Plus généralement, reconceptualiser conduit à une autre approche de la réalité, c'est-à-dire à modifier la structure productive et sociale :

« Comme toute société, une société de décroissance devra organiser la production [...]. elle ne le fera pas dans le corset de fer de la rareté, des besoins, du calcul économique et de l'*homo œconomicus*. Ces bases imaginaires de l'institution de l'économie doivent être mises en question » (*Id.*, p. 56) « adapter l'*appareil de production* et les *rappports sociaux* en fonction du changement de *valeurs*. » « la restructuration des rapports sociaux est déjà *ipso facto* une redistribution. Celles-ci comprend la répartition des richesses et de l'*accès* au patrimoine naturel entre le *Nord* et le *Sud* comme à *l'intérieur de chaque société*, entre les classes, les générations, les individus. (2007, p. 61)

Comme les autres changements - relocaliser, réduire, réutiliser, recycler – renvoient d'emblée à une dimension très concrète, ils se retrouvent logiquement dans les dix objectifs intermédiaires proposés pour tendre vers une *société d'abondance frugale* ou encore du *bien vivre*⁸ (Aries, 2012). cette dernière expression non seulement donne la finalité de la transformation proposée mais souligne aussi la nécessaire cohérence d'ensemble. Il reste que les changements doivent se matérialiser dans des modalités et à des niveaux d'action concrets. Or, précisément, les initiatives des *villes en transition* proposent un processus mettant en œuvre ce type de pratiques.

7 Selon Latouche (2010, p. 89) « l'économie marchande envahit jusqu'aux derniers refuges de la vie privée ».

8 Ou d'autres expressions comme la « frugalité joyeuse » - « l'abondance combinée au chacun pour soi produit de la misère, tandis que le partage, même dans la frugalité, engendre la satisfaction de tous, voire la joie de vivre. » (*Ibid.* p. 76) - destinées à rompre avec un « beaucoup-avoir » réduisant le bien-être à une dimension matérielle mesurée par la consommation individuelle.

3. *A-croissance* et villes en transition

Sous forme d'une sorte de décalogue, Latouche (2010, p. 59) présente des objectifs intermédiaires à atteindre sur le chemin de la transformation :

« Retrouver une empreinte écologique soutenable. Réduire les transports en internalisant les coûts par des écotaxes appropriées. Relocaliser les activités. Réaffecter les gains de productivité en réduction du temps de travail et en création d'emplois. Relancer la « production » de biens relationnels. Réduire le gaspillage d'énergie d'un facteur 4. Restreindre fortement l'espace publicitaire. Réorienter la recherche technoscientifique. Se réappropriier l'argent. »

Soulignons d'abord que dans la perspective *a-croissante*, ces objectifs intermédiaires s'articulent sur trois niveaux - *simplicité volontaire*, *expérience collective*, *projet politique* - qui doivent se renforcer mutuellement pour conduire à un retournement de *l'encastrement*. À défaut, la transformation risque de se limiter à un *double mouvement* ; précisément à un *contre-mouvement* d'autoprotection devant des effets dévastateurs et un risque de destruction. En d'autres termes, il s'agirait d'îlots de résistance au système dans lesquels la *simplicité volontaire* et les *expériences collectives* ne trouveraient pas leur mesure. Se protéger des externalités négatives et des carences du système économique, sans envisager politiquement son changement, reviendrait à adopter, implicitement, la logique de *l'innovation sociale* telle qu'elle est présentée dans *Social Innovation Europe*.

Du reste, dans la perspective *a-croissante*, les trois niveaux se lisent dans les objectifs intermédiaires. Ces derniers prennent à contre-pied la division géographique (et pas seulement ou forcément internationale) du travail - en particulier la division de processus mise en œuvre par les firmes transnationales - en réservant les échanges aux besoins qui ne peuvent être satisfaits dans une zone géographique donnée. Si, en soi, relocaliser la production modifie considérablement les modalités de production et réduit l'importance du transport de biens, rendre les transports plus coûteux en internalisant les externalités négatives, revient à décourager leur utilisation, en s'appuyant sur le calcul de *l'homo œconomicus*. Cette mesure, qui relève du niveau politique, peut être prise sans attendre un renversement de *l'encastrement* - et des priorités sociales et environnementales qu'il implique - ; aussi s'agit-il typiquement d'une modalité de transition. Si au final, la taxe vient renchérir le prix des biens transportés de façon non raisonnable au regard du bien commun, il ne s'agit pas de la concevoir comme un prix à payer pour compenser un coût infligé à la nature mais comme un outil politique au service de l'incommensurable⁹.

« On ne sortira pas de l'économie d'un seul coup. On est là face au paradoxe qui consiste à penser la sortie de l'économie en des termes économiques. La « bonne » économie peut se révéler être un instrument intéressant pour instaurer le nécessaire dialogue entre l'ancien qui

9 En économie, rationnel se réfère au calcul (*ratio*). *A contrario* raisonnable renvoie à une délibération plus large.

n'en finit pas de mourir et le nouveau qui n'en finit pas de naître, à condition de prendre garde aux monstres qui, selon Gramsci, peuvent surgir dans ce moment délicat¹⁰.» (*Id.* p. 92)

Autrement dit, une voie pour sortir de la perspective réductrice de la *marchandise fictive* ; ou de l'économie dans le vocabulaire de « décroissance ».

« "s'extraire de l'économisme", c'est-à-dire à vouloir replacer l'économie à sa juste place dans l'échelle des valeurs : un moyen." » (Cheynet, 2008, p.17)

« La construction de la société de décroissance implique donc de sortir de l'économie pour rompre avec la démesure et l'hétéronomie, c'est-à-dire avec la soumission aux lois prétendument naturelles du marché. » « Il ne s'agit pas de sortir d'une *mauvaise* économie pour entrer dans une problématique « autre économie » qui serait *bonne*, mais de sortir de l'économie pour retrouver la société, l'éthique et le politique. » (Latouche, 2010, p. 79 et 81)

Dans cette optique la réaffectation des gains de productivité tient une place de choix, puisqu'elle concerne à la fois la sortie de la *société de croissance* et la finalité des richesses créées ; non seulement leur nature, mais aussi leur utilisation et leur répartition. Dès le milieu du XIXe siècle, John Stuart Mill (1953, p. 300-301) se singularise en abordant ces questions :

« cette condition de la société, meilleure que celle d'aujourd'hui, est non seulement compatible avec l'état stationnaire, mais il semble plus facile à réaliser dans cet état que dans tout autre. » « Il n'est pas nécessaire de faire observer que l'état stationnaire de la population et de la richesse n'implique pas l'immobilité du progrès humain. Il resterait autant d'espace que jamais pour toute sorte de culture morale et de progrès moraux et sociaux ; autant de place pour améliorer l'art de vivre et plus de probabilité de le voir amélioré lorsque les âmes cesseraient d'être remplies du soin d'acquérir des richesses. Les arts industriels eux-mêmes pourraient être cultivés aussi sérieusement et avec autant de succès, avec cette seule différence, qu'au lieu de n'avoir d'autre but que l'acquisition de la richesse, les perfectionnements atteindraient leur but, qui est la diminution du travail. » [les inventions mécaniques] n'ont pas encore commencé à opérer dans la destinée de l'humanité les grands changements qu'il est dans la mesure de réaliser. »

Non seulement la sortie de la *société de croissance* oblige à penser la question des inégalités matérielles dans la mesure où la seule modification de la répartition des parts permet alors d'améliorer le niveau de vie des plus pauvres¹¹, mais aussi à transformer les gains de productivité en réduction du temps de travail plutôt qu'en augmentation de la consommation. À l'évidence, la restriction de l'espace publicitaire est cohérente avec une telle perspective¹², d'autant qu'il ne s'agit pas de faire du temps libéré, un temps de consommation. En d'autres termes, il s'agit de mettre à mal la rareté artificielle créée par la publicité¹³ et la frustration et les comportements qui s'ensuivent¹⁴. Par ailleurs, les gains d'efficacité doivent aussi

10 Latouche se méfie des tentatives cherchant à inclure l'incalculable dans le calcul comme le fait l'économie de la félicité : « en supprimant la frontière entre l'économique et le non-économique, elle maintient ouverte, à son insu sans doute, la voie à un panéconomisme encore plus envahissant que celui qu'elle cherche à combattre. » (*Id.*)

11 *A contrario*, la logique de croissance permet de conserver la référence à l'*optimum* de Pareto.

12 *A contrario*, elle s'oppose directement à certaines formes d'innovation envisagées par Schumpeter.

13 La mise en cause de la publicité tient une place importante dans le mouvement de la décroissance.

14 Pour Latouche (2010, p. 100), « l'économie transforme l'abondance naturelle en rareté par la création artificielle de manque et du besoin à travers l'appropriation de la nature et sa marchandisation. »

servir à économiser la nature¹⁵ au delà de la simple réduction de certaines productions. Non seulement il s'agit de réutiliser, de recycler pour ménager les matières premières, mais de réduire les gaspillages d'énergie en prenant garde à l'effet rebond¹⁶. À l'évidence, pour mener à bien tous ces aspects, la réorientation de la recherche technoscientifique s'impose, puisque depuis la révolution industrielle elle est essentiellement associée à la logique de croissance économique.

Par ailleurs, la mise en avant d'activités créatrices de lien interroge directement la notion de richesse :

« La « vraie » richesse est faite de biens relationnels, ceux précisément qui sont fondés sur la réciprocité et le partage, le savoir, l'amour, l'amitié. » (2010, p. 76)

Enfin, si la réappropriation de la monnaie prend une acuité particulière depuis la crise ouverte en 2007, force est de constater que les transformations décrites renvoient à la mise en cause des *marchandises fictives* – travail, terre, monnaie - pointées par Polanyi.

Or, l'approche des *villes en transition* paraît en phase tant avec les modalités qu'avec les niveaux de transformation proposés par la perspective *a-croissante*.

L'approche des *villes en transition* offre une piste à la fois conceptuelle et pratique qui nous paraît intéressante pour l'E.S.S., dans la mesure où, *a priori*, elle offre une voie de transformation qui permet de rassembler sans pour autant perdre en substance. En outre, avec une tentative de réappropriation des décisions en partant du plan local, elle privilégie la dimension démocratique.

À partir du modèle de transition créé en 2005 dans la ville de Kinsale en Irlande par Rob Hopkins et ses étudiants, le mouvement de Transition naît, une année plus tard, à Totnes en Grande-Bretagne et essaime depuis dans une vingtaine de pays réunis dans le réseau de *Transition Network*. Rappelons qu'il s'agit d'une modification de perspective initiée à partir de la question de la résilience, c'est-à-dire la capacité d'un écosystème à s'adapter au changement de l'environnement, dans une société qui dispose de moins en moins de pétrole. Précisément, le passage « de la dépendance au pétrole à la résilience locale » donne le qualificatif de *transition*.

« Les populations locales sont invitées à créer un avenir meilleur et moins vulnérable devant les crises écologiques, énergétiques et économiques qui menacent en agissant dès maintenant pour : réduire la consommation d'énergie fossile ; reconstruire une économie locale vigoureuse et soutenable et retrouver un bon degré de résilience par la relocalisation de ce qui peut l'être ; acquérir les qualifications qui deviendront nécessaires. Chaque collectivité locale trouvera par elle-même les actions qui lui conviennent en fonction de ses ressources et de ses enjeux. Il n'y a pas de réponse toute faite. Le modèle de Transition offre un cadre de travail cohérent mais non coercitif. »¹⁷

Notons que l'action locale est justifiée non seulement par la nécessaire relocalisation d'une grande

15 Une question éliminée par la théorie néoclassique.

16 Selon Latouche (2012, p. 132) « l'augmentation de la consommation liée à la réduction des limites à l'utilisation d'une technologie, ces limites pouvant être monétaires, temporelles, sociales, physiques ; liées à l'effort, au danger, à l'organisation ». Ce phénomène – paradoxe de Jevons - avait déjà été constaté à la fin du XIXe siècle

17 <http://villesentransition.net/>

partie de l'activité économique mais aussi par l'adaptation du niveau local tant pour l'action citoyenne que pour l'adéquation des solutions et des possibilités en ressources et solidarités. Par ailleurs, comme la perspective *a-croissante*, celle des villes en transition envisage résolument une *société d'abondance*, proche de l'idée de *bien vivre*. Parmi les nombreux aspects, nous insistons particulièrement sur les questions d'échelle, de niveau d'action et de chemin car non seulement elles matérialisent l'approche *a-croissante* mais elles signifient tout particulièrement la rôle que l'E.S.S. pourrait tenir dans ce passage.

Dans l'optique des *villes en transition*, l'échelle idéale doit être fonction de l'action à mener, donc variable. En dernière analyse, la capacité à exercer une influence est déterminante, avec, en filigrane, les trois caractéristiques essentielles de la résilience : la diversité, la modularité, la proximité des rétro-actions. La question d'échelle se retrouve chez Latouche (2010, p. 61) :

« L'efficacité implique un minimum de centralisation pour bénéficier des économies d'échelle (mais avec risque de fragilité dû à la monofonctionnalité et à l'hyperspécialisation) tandis que la résilience suppose petite échelle et plurifonctionnalité. »

Par ailleurs, à partir de l'échelle, les trois niveaux - *simplicité volontaire, expérience collective, projet politique* - envisagés par l'*a-croissance* se retrouvent, en particulier la dimension politique, expressément soulignée dans la démarche des *villes en transition* et dont nous avons noté l'importance dans la transformation.

Enfin, dans les deux approches, soulignons l'accent mis sur la diversité de ses modalités, de ses formes et, finalement sur son chemin.

« La décroissance [...] n'est pas une alternative, mais une *matrice d'alternatives*. Elle ne se fera pas de la même façon en Europe, en Afrique subsaharienne ou en Amérique latine. Puisqu'il s'agit de sortir de l'*homo œconomicus* unidimensionnel [...]. » (*Id*, p. 62)

« Le chemin de la décroissance est ténu, il possède bien des écueils, il chemine sur le fil du rasoir tant cette idée oblige à rompre avec l'idéologie qui traverse notre imaginaire. Afin d'éviter de "verser" dans le virage qu'elle demande à la société, la décroissance doit cultiver ses différences, le débat, la capacité à s'interroger sur ses réponses et refuser tous les sectarismes. Cette voie est bien sûr exigeante. Il est toujours plus tentant de suivre une personne péremptoire que celle qui fait part de ses doutes. » (Cheynet 2008, page 120)

« ... *no hay camino, se hace camino al andar. Al andar se hace el camino* »¹⁸

Des transformations modestes, convergentes et cumulatives finissent par mener, par effet de seuil, à quelque chose de radicalement différent où la norme a été profondément changée¹⁹.

18 Antonio Machado, *Caminante no hay camino*, Extracto de *Proverbios y cantares* (XXIX) « il n'y a pas de chemin, un chemin se fait en marchant, chemin faisant nous trouverons le chemin »

19 De ce point de vue, une analogie avec la notion de fractale utilisée en physique nous semble pertinente.

En ce sens, et à condition de ne pas se laisser enfermer dans la logique de l'*innovation sociale*, l'E.S.S. peut véritablement participer à une transformation sociale profonde et durable.

« Si la rigueur théorique (l'éthique de la conviction de Max Weber) exclut les compromissions de pensée, le réalisme politique (éthique de responsabilité) suppose des compromis. C'est pourquoi, si le projet politique est révolutionnaire, le programme de transition *électoral* est nécessairement réformiste. » (Latouche, 2010, p. 58-9)

Conclusion

Si compte tenu de la genèse et de l'inconsistance du concept *d'innovation sociale*, son usage paraît inadapté pour envisager un changement de paradigme, certaines initiatives qui se rangent sous cette bannière peuvent néanmoins y contribuer.

Fondamentalement, elle s'inscrit dans un cadre donné qu'elle ne prétend pas changer.

Pour autant, une partie des pratiques rattachées à l'innovation sociale, souvent portées par l'E.S.S., ne demandent qu'à être articulées politiquement pour contribuer véritablement à une transformation sociale profonde et durable : les villes en transition peuvent en être une modalité.

Sous couvert de l'ambivalente *innovation sociale*, la tendance à la quantification du nouveau management devrait alerter quant au risque d'instrumentalisation de l'E.S.S.

« Nous ne sommes pas enthousiasmés [...] par l'idée que, pour pouvoir se faire entendre lorsqu'on défend une vision non strictement économique de la richesse et du progrès, il faille obligatoirement en passer par *la valorisation économique de toutes les variables non économiques*. On peut y voir une contradiction dans les termes, qui signerait la victoire définitive de l'économie comme valeur suprême et comme seule justification crédible des actions en faveur de la justice, du lien social ou de l'environnement. Justifier le bénévolat, c'est-à-dire le don, et sa rétribution sociétale par une valeur monétaire, c'est-à-dire qu'on le veuille ou non par une référence au marché, quel incroyable aveu d'impuissance à faire valoir d'autres valeurs que celles de l'économie marchande ! » (Gadrey, Jany-Catrice, 2005, p. 49)

« Réévaluer implique, certes, la prise en compte de ce dont ne tient pas compte la comptabilité nationale. Toutefois, cela ne sera pas forcément en s'appuyant sur le quantitatif. Il y a d'autres indices à inventer, à moins qu'il ne faille même se libérer de cette obsession indiciaire. » (Latouche, 2010, p. 100)

Bibliographie

OUVRAGES :

- ARIES P. (2007), *Le Mésusage, essai sur l'hypercapitalisme*, Parangon 2007.
- ARIES P. (2010), *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Les empêcheurs de penser en rond, La Découverte.
- ARIES P. (2012), *Le socialisme gourmand, Les empêcheurs de penser en rond*, La Découverte.
- CASTORIADIS C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Seuil.
- CHEYNEY V. (2008), *Le choc de la décroissance*, Seuil,
- GADREY J. , JANY-CATRICE F. (2005), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Repère, La Découverte.
- LATOUCHE S. (2003), *Décoloniser l'imaginaire*, Parangon.
- LATOUCHE S. (2007), *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits.
- LATOUCHE S. (2010), *Sortir de la société de consommation*, Les liens qui libèrent.
- LATOUCHE S. (2011), *Vers une société d'abondance frugale*, Les Petits Libres.
- MILL J. S. (1953), *Principes d'économie politique*, Dalloz (1848).
- POLANYI K. (1983), *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard (1944).
- POLANYI K. (2008), *Essais*, Seuil. (1947 / 1951...).
- SCHUMPETER J. (1998), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, bibliothèque historique, Payot (1942).

ARTICLES :

- CLOUTIER J. (2003), « Qu'est-ce que l'innovation sociale ? », *Cahier du CRISES*, Collection Études théoriques – no ET0314. Novembre, 2003.
- FLIPO F. (2007), « Voyage dans la galaxie décroissante », *Revue du MAUSS permanente*, 24 avril 2007 [en ligne]. <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article75>
- LATOUCHE S. (2012), « La décroissance : un projet politique », *Entropia*, 8 janvier 2012 (11/2006). <http://www.entropia-la-revue.org/spip.php?article101>

COMMUNICATION :

- DOURSON F. (2009), « Qu'apporte la notion d'encastrement, au sens où l'entend Karl Polanyi, à la compréhension des thématiques de la décroissance ? », Roanne, *Actes des IXemes Rencontres Internationales du RIUESS*, juin 2009.